



FONDATION ERIK ET ODETTE BOCKE

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024



Fondation
9, cours du Maréchal de Lattre de Tassigny
33850 LEOGNAN

ERIK ET ODETTE BOCKE
RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2024

Au Conseil d'Administration de la Fondation ERIK ET ODETTE BOCKE

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fondation ERIK ET ODETTE BOCKE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la fondation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les produits de tarification, qui figurent au compte de résultat pour 31 860 k€, sont comptabilisés selon les conventions générales comptables indiquées en annexe au point « 3- a) Conventions générales comptables » et présentés au point « 5- a) Ventilation des produits liés à l'activité ». Sur la base des informations qui nous ont été fournies, nos travaux ont consisté à apprécier les données de facturation auprès des résidents et, les conventions et arrêtés signés avec les autorités de tarification.

La note 3-h) de l'annexe intitulée « Fonds dédiés » et le tableau 4-e) d'annexe « Tableau de variation des fonds dédiés » détaillent la méthode de comptabilisation, les montants et les projets concernés. Nos travaux ont également consisté à vérifier la comptabilisation des subventions qui s'y rattachent. A partir des éléments qui nous ont été communiqués, nous avons apprécié la réalité et l'exhaustivité des produits d'exploitation ainsi que des fonds dédiés présents au bilan.

La note 3-c) de l'annexe intitulée « Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement » et le tableau 5-c) d'annexe « Produits financiers » détaillent la méthode de comptabilisation et les montants enregistrés en produits. Nos travaux ont consisté à rapprocher les documents mis à notre disposition à la date de clôture avec les intérêts comptabilisés en produits et des moins-values éventuelles qui sont à constater au bilan.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du le Bureau et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention

comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les

informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Bordeaux, le 22 avril 2025

Le Commissaire aux comptes

PAQUIER & ASSOCIES

Vincent GERON

Signé par Vincent Geron
Le 22/04/2025

ID: tx_weox4QwdGEa3



FONDATION Erik & Odette BOCKE

9 cours du Maréchal de Lattre de Tassigny
33 850 LEOGNAN

BILAN

Période du 01/01/2024
au 31/12/2024
Tenue de compte : Euro

Fondation reconnue d'utilité publique le 22 décembre 1977

ACTIF	31/12/2024			31/12/2023	Variation
	Valeurs brutes	Amort. et provisions	Valeurs nettes	Valeurs nettes	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Frais d'établissement					
Frais de recherche & de développement					
Concession, brevets & droits similaire	649 343	160 870	488 474	48 048	440 426
Autres immobilisations incorporelles	6 380 000		6 380 000	6 380 000	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains	154 386	110 842	43 545	38 276	5 268
Constructions	2 251 884	2 008 645	243 239	286 348	- 43 109
Installations techniques, matériels & outillages	2 195 203	1 810 078	385 125	340 232	44 893
Autres immobilisations corporelles	4 270 448	3 308 564	961 884	1 036 695	- 74 810
Immobilisations en cours	753 601		753 601	888 050	- 134 449
IMMOBILISATIONS FINANCIERES					
Participations	863 662	52 383	811 278	847 498	- 36 219
Créances rattachées à des participations	16 533		16 533	16 539	- 6
Autres titres immobilisés			-	-	
Prêts			-	-	
Autres immobilisations financières	24 896		24 896	24 729	168
TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISE (I)	17 559 956	7 451 381	10 108 575	9 906 414	202 161
STOCKS ET EN-COURS					
Matières premières, approvisionnements					
En cours de production de biens & services					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises					
CREANCES					
Avances & acomptes versés sur commandes	61 970		61 970	217 879	- 155 909
Clients & comptes rattachés	821 735	223 558	598 177	446 565	151 613
Autres créances	340 252		340 252	482 790	- 142 538
DISPONIBILITES	3 949 085		3 949 085	4 785 334	- 836 250
COMPTES DE REGULARISATION - ACTIF					
Charges constatées d'avance	56 230		56 230	130 347	- 74 117
TOTAL DE L'ACTIF CIRUCLANT (II)	5 229 272	223 558	5 005 714	6 062 914	- 1 057 200
TOTAL ACTIF	22 789 228	7 674 939	15 114 289	15 969 328	- 855 039

DOCUMENT CONTROLE
PAR LE COMMISSAIRE
AUX COMPTES

FONDATION Erik & Odette BOCKE 9 cours du Maréchal de Lattre de Tassigny 33 850 LEOGNAN			
		BILAN (suite) Tenue de compte :	Période du 01/01/2024 au 31/12/2024 €uro
Fondation reconnue d'utilité publique le 22 décembre 1977			
<i>PASSIF</i>	31/12/2024	31/12/2023	Variation
FONDS PROPRES			
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>			
Fonds statutaires	1 327 031	1 327 031	-
Fonds propres complémentaires	- 3 494 503	- 3 494 503	-
Ecart de réévaluation	6 380 000	6 380 000	-
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>			
Réserves	5 020 009	4 849 373	170 636
Résultats sous contrôle de tiers financeurs	1 588 514	1 490 073	98 441
Report à nouveau constitué par des dépenses refusées par le financeur	- 1 290 420	- 1 290 420	-
Report à nouveau	- 1 463 836	- 1 145 004	- 318 832
Résultat de l'exercice	- 985 497	- 49 755	- 935 742
<i>SITUATION NETTE (SOUS-TOTAL)</i>	<i>7 081 298</i>	<i>8 066 795</i>	- 985 497
<i>Fonds propres consommables</i>			
Subventions d'investissement	467 166	543 788	- 76 622
Provisions réglementées	49 500	49 500	-
FONDS PROPRES (I)	7 597 964	8 660 083	- 1 062 119
FONDS DEDIES			
Fonds dédiés	1 235 555	733 298	502 257
FONDS DEDIES (II)	1 235 555	733 298	502 257
PROVISIONS			
Provision pour risques	243 506	481 442	- 237 937
Provision pour charges	104 737	390 000	- 285 263
PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES (III)	348 243	871 442	- 523 200
DETTES			
Emprunts & dettes auprès des établissements de crédit	237 660	250 735	- 13 075
Emprunts & dettes financières diverses	1 355 187	1 448 825	- 93 639
Dettes fournisseurs & comptes rattachés	1 430 818	1 218 225	212 593
Dettes sociales & fiscales	2 726 626	2 684 791	41 835
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-	-
Autres dettes	177 633	96 887	80 746
COMPTES DE REGULARISATION - PASSIF			
Produits constatés d'avance	4 605	5 042	- 438
DETTES & COMPTES DE RÉGULARISATION (IV)	5 932 528	5 704 505	228 023
TOTAL PASSIF	15 114 289	15 969 328	- 855 039

DOCUMENT CONTROLE
PAR LE COMMISSAIRE
AUX COMPTES

FONDATION Erik & Odette BOCKE		Période du	01/01/2024
9 cours du Maréchal de Lattre de Tassigny		au	31/12/2024
33 850 LEOGNAN		Tenue de compte:	€uro
COMPTE DE RESULTAT			
Fondation reconnue d'utilité publique le 22 décembre 1977			

	31/12/2024	31/12/2023	Variation €	Variation %
PRODUITS D'EXPLOITATION				
<u>PRODUITS DE TARIFICATION</u>	31 859 905	30 336 284	506 621	5,02%
Produits de journées "Hébergement"	14 367 010	13 717 290	649 720	4,73%
Produits de journées "Dépendance"	4 205 866	4 239 631	- 33 765	-0,80%
Forfait "Soin"	13 042 040	12 212 159	829 881	6,81%
Utilisation des fonds dédiés	244 989	167 204	77 785	46,52%
<u>RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC</u>	9 311	24 280		
<u>AUTRES CONTRIBUTIONS FINANCIERES</u>	-	-		
<u>PRODUITS DES ACTIVITÉS ANNEXES</u>	90 625	85 171	5 454	6,40%
<u>SUBVENTIONS</u>	5 000	154 150	- 149 150	-96,76%
<u>REPRISES SUR AMORTISSEMENTS & PROVISIONS</u>	598 760	552 117	46 643	8,45%
<u>AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE</u>	1 824 606	1 909 337	- 84 731	-4,44%
<u>TRANSFERT DE CHARGES</u>	12 000	-	12 000	Ns.
TOTAL I	34 400 207	33 061 338	1 338 869	4,05%
CHARGES D'EXPLOITATION				
<u>ACHATS</u>	1 890 987	1 741 679	149 308	8,57%
<u>SERVICES EXTERIEURS</u>	7 049 639	6 330 232	719 408	11,36%
<u>AUTRES SERVICES EXTERIEURS</u>	1 559 774	1 670 253	- 110 479	-6,61%
<u>IMPOTS, TAXES & VERSEMENTS ASSIMILES</u>	1 546 896	1 522 989	23 907	1,57%
<u>CHARGES DE PERSONNEL</u>	20 452 642	19 318 272	1 134 370	5,87%
Salaires & traitements	14 233 886	13 483 604	750 282	5,56%
Charges sociales	6 218 756	5 834 668	384 088	6,58%
<u>DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS & PROVISIONS</u>	850 110	976 210	- 126 099	-12,92%
Dotations aux amortissements	566 013	545 829	20 184	3,70%
Dotations aux provisions pour risques & charges	197 774	389 079	- 191 304	Ns.
Dotations aux provisions pour dépréciation	86 323	41 302	45 022	109,01%
<u>REPORT EN FONDS DEDIES</u>	647 951	170 547	477 404	279,93%
<u>AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE</u>	1 520 809	1 479 906	40 903	2,76%
TOTAL II	35 518 809	33 210 087	2 308 722	6,95%
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	- 1 118 602	- 148 749	- 969 854	652,01%

DOCUMENT CONTROLE
PAR LE COMMISSAIRE
AUX COMPTES

	31/12/2024	31/12/2023	Variation €	Variation %
PRODUITS FINANCIERS				
De participations	64 111	63 999	115	0,18%
D'autres valeurs mobilières & créances d'actif	-	-		
Produits nets sur cessions	-	-		
Autres produits financiers	117 202	33 285	83 917	252,12%
Reprise sur provisions pour dépréciation des éléments financiers	-			
TOTAL III	181 314	97 284	84 030	86,38%
CHARGES FINANCIERES				
Dotations aux amortissements & aux provisions	-	-		
Intérêts & charges assimilées	14 505	12 426	2 080	16,74%
Dotations aux provisions pour dépréciation des éléments financiers	36 219	16 164	20 056	124,08%
TOTAL IV	50 725	28 589	22 135	77,43%
RESULTAT FINANCIER (III-IV)	130 589	68 695	61 894	90,10%
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Produits exceptionnels sur opération de gestion	35 100	29 327	5 773	19,69%
Produits exceptionnels sur opération en capital	25 701	36 910	- 11 209	-30,37%
Reprises sur provisions et transferts de charges	195 622	-		
TOTAL V	256 423	66 237	190 186	287,13%
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	253 907	29 043	224 865	774,26%
Charges exceptionnelles sur opération en capital	0	6 895	- 6 895	-100,00%
Dotations aux amortissements et aux provisions	-	-		
TOTAL VI	253 907	35 938	217 970	606,52%
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	2 516	30 299	- 27 783	-91,70%
IMPÔT SUR COLLECTIVITES SANS BUT LUCRATIF(VII)			-	Ns.
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	34 837 944	33 224 859	1 613 085	4,86%
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII)	35 823 441	33 274 614	2 548 828	7,66%
RESULTAT	- 985 497	- 49 755	- 935 742	1880,71%

	31/12/2024	31/12/2023	Variation €	Variation %
-	1 118 602	148 749	- 969 854	652,01%
	130 589	68 695	61 894	90,10%
-	988 013	80 054	- 907 959	1134,18%
	2 516	30 299	- 27 783	-91,70%
	-	-	-	
-	985 497	- 49 755	- 935 742	1880,71%

RESULTAT D' EXPLOITATION

RESULTAT FINANCIER

RESULTAT COURANT INTERMEDIAIRE

RESULTAT EXCEPTIONNEL

IMPÔT SUR COLLECTIVITES SANS BUT LUCRATIF

RESULTAT

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels de la Fondation Erik & Odette BOCKE portent sur un exercice de 12 mois recouvrant la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 15 114 289 €.

Le résultat net comptable est un déficit de 985 497 €.

**DOCUMENT CONTRÔLÉ
PAR LE COMMISSAIRE
AUX COMPTES**

Objet social et projet associatif de la Fondation :

La Fondation intitulée « Erik ET Odette Bocké » est une fondation reconnue d'utilité publique par décret du 22 décembre 1977. Elle a été créée, selon la volonté des donateurs, pour aménager et gérer une maison de retraite appelée à recevoir des personnes âgées dépourvues de ressources suffisantes.

La Fondation a continué l'œuvre des donateurs et a pour but :

- De gérer principalement plusieurs maisons de retraite habilitées à l'aide sociale et au profit de personnes âgées dépendantes,
- De créer, administrer, gérer tout établissement ou service à caractère d'hébergement sanitaire, social et médico-social, de petite enfance ou éducatif,
- De permettre aux personnes de penser leur projet de vie, de choisir leur mode de vie, d'apporter aux personnes fragiles des réponses adaptées à leur état de santé, à leur dépendance, ou à leur situation sociale et des rompre leur isolement,
- D'apporter un service d'aide et de soins à domicile, notamment au bénéfice de personnes fragiles,

1 - FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Le Conseil départemental de la Gironde et de l'Agence Régionale de Santé ont validé le projet de construction d'un nouvel EHPAD d'une capacité de 80 lits sur la commune de Blanquefort afin de regrouper les EHPAD « Verger du Côteau » et « Pagneau ». A ce titre, la Fondation a perçu fin décembre un CNR de 583 k€ enregistré en fonds dédiés.

La provision pour travaux Tropayse a été reprise à hauteur de 285 k€. Son montant à l'ouverture de l'exercice s'élevait à 390 k€.

2 - ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

Les comptes annuels de la Fondation ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité.

3 - RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

a) Conventions générales comptables

Depuis 2019, la Fondation utilise le plan comptable M.22 applicable aux établissements et services publics sociaux et médico-sociaux

Les comptes annuels ont été établis en application des règles générales comptables et dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

**DOCUMENT CONTROLE
PAR LE COMMISSAIRE
AUX COMPTES**

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels et, à compter du 1^{er} janvier 2020 en application des règlements comptables ANC 2018-06 et 2018-04.

Pour le département de la Gironde, l'affectation des résultats est à la libre décision de la Fondation, pour les trois sections tarifaires : Hébergement – Dépendance – Soins.

Pour le département des Pyrénées Atlantiques, l'affectation des résultats Hébergement, Dépendance et Soins est assujettie à la décision « des tiers financeurs » (Département) et le cas échéant, au choix de la Fondation sans notification de leur part.

La méthode de base retenue dans l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

b) Immobilisations corporelles et incorporelles

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de leur prix d'achat (y compris la taxe sur la valeur ajoutée, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement), des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

- Logiciels, brevets, licences	de 3 à 10 ans
- Agencements & aménagements de terrain	de 10 à 20 ans
- Constructions	de 10 à 20 ans
- Installations générales, agencements, aménagements	de 4 à 20 ans
- Installations techniques, matériels & outillages	de 4 à 10 ans
- Matériel de transport	5 ans
- Matériel de bureau et informatique	3 à 4 ans
- Mobilier	de 5 à 10 ans

c) Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision est constatée pour le montant de la différence.

d) Provisions

Concernant les dépréciations comptabilisées ou reprises au cours de l'exercice pour des montants individuellement significatifs, une information est fournie sur :

- Le montant de la dépréciation comptabilisée ou reprise ;
- La valeur actuelle retenue : valeur vénale ou valeur d'usage ; si la valeur vénale est retenue, la base utilisée pour déterminer ce prix (par référence à un marché actif ou de toute autre façon) ; si la valeur d'usage est retenue, les modalités de détermination de celle-ci,
- Le(s) poste(s) du compte de résultat dans le(s)quel(s) est incluse la dotation.

**DOCUMENT CONTROLE
PAR LE COMMISSAIRE
AUX COMPTES**

f) Stocks et en-cours

Néant

g) Créances

Les créances sont évaluées à leur coût historique diminué éventuellement des dépréciations. Une dépréciation des créances douteuses est enregistrée lorsqu'il devient probable que la créance ne sera pas encaissée et qu'il est possible d'estimer raisonnablement le montant de la perte.

h) Fonds dédiés

Le règlement ANC n°2018-06 définit les fonds dédiés comme « la partie des ressources dédiées par les tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard ».

Les fonds dédiés font l'objet d'un mode de comptabilisation particulier qui permet d'affecter à l'exercice suivant, les financements non utilisés (subventions d'exploitation, crédits non reconductibles alloués par l'ARS dans le forfait global de soins) à la fin de l'exercice (et donc de les sortir du résultat de l'exercice clos).

La partie des ressources non utilisées en fin d'exercice est inscrite en charges d'exploitation sous la rubrique « Reports en fonds dédiés » (compte 689), afin de constater l'engagement pris par l'organisme de poursuivre la réalisation desdits projets, avec comme contrepartie au passif du bilan la rubrique « fonds dédiés » (compte 19).

Les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » sont reprises en produits d'exploitation au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements (au fur et à mesure de la réalisation du projet défini), par le crédit du compte « 789 - Utilisations de fonds reportés et de fonds dédiés ».

4 - NOTES SUR LE BILAN

a) Tableau des mouvements des immobilisations :

ACTIF IMMOBILISE	Valeur brute en début d'exercice	Augmentation		Diminution		Transfert en change de devise	Valeur brute en fin d'exercice
		Par virement	Acquisitions	Par virement	Par sortie		
<u>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</u>							
Frais de recherche & développement	0,00						0,00
Concessions, brevets & licences	176 832,75		478 724,36		6 213,84		649 343,27
Autres immobilisations incorporelles	6 380 000,00						6 380 000,00
<u>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</u>							
Terrains	0,00						0,00
Agencements & aménagements terrains	142 386,09		12 000,00				154 386,09
Constructions et bâtiments	986 697,50						986 697,50
I.G.A.A.C.	1 244 053,18		21 132,86				1 265 186,04
Installations techniques, matériels & outillages	2 002 255,86		194 095,06		1 148,02		2 195 202,90
Installations générales, agencements, aménagements	592 629,77		124 945,19		5 146,78		712 428,18
Matériels de transport	498 690,99				17 786,36		480 904,63
Matériel de bureau & informatique	386 746,11		18 609,87				405 355,98
Mobilier, literie, linge & vaisselle	1 769 563,68		60 754,65				1 830 318,33
Investissements forfait soins	249 775,25		4 378,24		2 797,92		251 355,57
Investissements fonds dédiés	566 045,62		24 040,10				590 085,72
Immobilisations en cours	888 049,73		340 920,39		475 369,47		753 600,65
<u>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</u>							
Participations	863 661,63						863 661,63
Créances rattachées à des participations	16 539,42	16 533,33		16 539,42			16 533,33
Dépôts & cautions versés	2 334,62						2 334,62
Fonds de garantie	22 393,88		167,75				22 561,63
TOTAL GENERAL	16 788 656,08	16 533,33	1 279 768,47	16 539,42	508 462,39	0,00	17 559 956,07

✓ Détail des participations inscrites en immobilisations financières :

Désignation	Quantité	Valeur achat	Prix de revient global	Cours au 31/12/2024	Valeur globale au 31/12/2024	+/- valeur latente par titre	+/- valeur latente globale
Parts SCPI La Française AM	186	377,80 €	70 271,25 €	772,38 €	143 662,68 €	394,58 €	73 391,43 €
Parts SCPI Génépierre	1 193	219,63 €	262 017,10 €	175,72 €	209 633,96 €	-43,91 €	-52 383,14 €
Parts SCPI Accès Valeur Pierre	1 520	349,59 €	531 373,28 €	696,69 €	1 058 968,80 €	347,10 €	527 595,52 €
	2 899		863 661,63 €		1 412 265,44 €		548 603,81 €

✓ Détail des créances rattachées à des participations :

<u>Intérêts courus à recevoir :</u>	
Intérêts 4ième tr 2024 SCPI La Française AM	1 707,48 €
Intérêts 4ième tr 2024 SCPI Génépierre	3 638,65 €
Intérêts 4ième tr 2024 SCPI Accès Valeur Pierre	9 667,20 €
	15 013,33 €

**DOCUMENT CONTROLE
PAR LE COMMISSAIRE
AUX COMPTES**

b) Tableau des mouvements des amortissements :

AMORTISSEMENT	Situations et mouvements de l'exercice				
	Montant en début d'exercice	Augmentation	Virement	Diminution	Montant en fin d'exercice
<u>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</u>					
Frais de recherche & développement					
Concessions, brevets & licences	128 785,09	38 298,29		6 213,84	160 869,54
<u>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</u>					
Terrain	0,00				0,00
Agencements & aménagements de terrain	104 110,00	6 731,51			110 841,51
Constructions sur sol propre	1 944 402,53	64 242,20			2 008 644,73
Installations techniques, matériels & outillages	1 662 024,07	149 202,26		1 148,02	1 810 078,31
Installations générales, agencements, aménagements	282 899,62	78 943,30		5 146,78	356 696,14
Matériel de transport	328 209,19	46 944,00		17 786,36	357 366,83
Matériel de bureau & informatique	323 413,45	40 215,21			363 628,66
Mobilier	1 671 214,73	34 099,13			1 705 313,86
Investissements forfait soins	212 107,66	13 438,42		2 797,92	222 748,16
Investissements Fonds dédiés	208 912,23	93 898,35			302 810,58
<u>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</u>					
Provisions pour dépréciation des éléments financiers	16 163,66	36 219,48			52 383,14
TOTAL GENERAL	6 882 242,23	602 232,15	0,00	33 092,92	7 451 381,46

c) Tableau des provisions :

PROVISIONS	Situations et mouvements de l'exercice			
	Montant en début d'exercice	Augmentation	Diminution	Montant en fin d'exercice
Provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations	49 500,00			49 500,00
Provisions pour risques & charges (1)	481 442,49	197 755,51	435 692,11	243 505,89
Provisions pour travaux	390 000,00		285 263,00	104 737,00
Provisions pour dépréciation des comptes de tiers	210 642,95	86 323,40	73 408,66	223 557,69
TOTAL GENERAL	1 131 585,44	284 078,91	794 363,77	621 300,58

(1) Provision congés payés sur arrêts maladie	169 835,08
Provisions pour litiges prud'homaux	35 670,81
Provision risque induit aides apprentissage	38 000,00
	243 505,89

Au cours de l'exercice 2023, la Fondation a connu un contrôle URSSAF, une provision de 193 713 € avait été constituée, elle a donné lieu à une reprise exceptionnelle lors de cet exercice. Le paiement du redressement URSSAF figure en charges exceptionnelles.

d) Tableau de variation des fonds propres :

La dotation initiale comprend un portefeuille de 1 327 031 € et une propriété de 4 360 m² sise à Léognan.

	Au 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Au 31/12/2024
Fonds propres sans droits de reprise	-3 501 778,28				-3 501 778,28
Dotation initiale	1 327 031,53				1 327 031,53
Ecart de réévaluation	6 380 000,00				6 380 000,00
Réserves	4 849 372,73	189 470,62			5 038 843,35
Report à nouveau	-945 350,61	-239 225,25			-1 184 575,86
Résultat de l'exercice	-49 754,63	49 754,63			0,00
SITUATION NETTE	8 059 520,74	0,00	0,00	0,00	8 059 520,74
Subventions d'investissement	543 788,05			- 76 622,47	467 165,58
Provisions réglementées	49 500,00				49 500,00
TOTAL	8 652 808,79	0,00	0,00	-76 622,47	8 576 186,32

(1) : Retrait Quote-part subvention à reverser : La Dryade/Jardins des Provinces

31 421 € => Débiteurs divers
Retrait Association du projet
ESMS

Solde 777000 :

 \Rightarrow

21 500 € => 441 100 €
23 701,47 €

DOCUMENT CONTROLE
PAR LE COMMISSAIRE
AUX COMPTES

e) Tableau de variation des fonds dédiés :

	Au 31/12/2023	Transfert - Changement de méthode	Augmentation	Diminution ou consommation	Dont remboursements	Au 31/12/2024
CNR Performance	68 214,31	-	-	10 334,53		57 879,78
QVT	16 947,53	-	-	4 897,14		12 050,39
Equipements Rails	61 224,42	-	-	8 531,17		52 693,25
QVT	22 178,66	-	-	7 237,35		14 941,31
Séjour de la Santé- Investir au quotidien 2021	97 491,47	-	-	20 794,41		76 697,06
Conférence des financeurs 2022	35 622,55	-	-	15 026,20		20 596,35
CNR 2022	237 715,64	-	-	74 719,57		162 996,07
CNR 2023	56 492,00	-	-	12 708,00		43 784,00
CNR 2024	-	-	746 826,00	13 322,00		733 504,00
Investir au quotidien 2022/2023	95 918,67	-	-	53 843,77	43 352,00	42 074,90
Autres	44 992,27	-	-	13 285,19		31 707,08
TOTAL	736 797,52	-	746 826,00	234 699,33	43 352,00	1 248 924,19

f) Etat des créances à la clôture de l'exercice :

	- 1 an	de 1 à 5 ans	+ 5 ans	TOTAL
Avances & acomptes versés	31 075,00			31 075,00
Fournisseurs RRR à obtenir	30 894,98			30 894,98
Clients & comptes rattachés	821 735,08			821 735,08
Autres créances	390 341,81			390 341,81
Produits à recevoir	26 392,39			26 392,39
TOTAL	1 300 439,26	0,00	0,00	1 300 439,26

g) Etat des dettes à la clôture de l'exercice :

DOCUMENT CONTROLE

	- 1 an	de 1 à 5 ans	+ 5 ans	TOTAL
Emprunts	13 340,27	56 757,99	151 639,44	166 239,00
Intérêts courus non échus sur emprunts	802,85			802,85
Dépôts de garanties reçus	1 350 233,03			1 350 233,03
Cautionnements	4 953,54			4 953,54
Fournisseurs & comptes rattachés	1 430 817,52			1 430 817,52
Personnel & comptes rattachés	314 573,98			314 573,98
URSSAF	561 412,13			561 412,13
Caisse de retraite complémentaire	143 580,76			143 580,76
Caisse de prévoyance	169 122,32			169 122,32
Participation à la formation professionnelle	139 893,16			139 893,16
Participation à l'effort de construction	63 389,06			63 389,06
Comité social & économique	100 175,17			100 175,17
Médecine du travail	5 400,48			5 400,48
Mutuelle	35 923,65			35 923,65
Taxe sur les salaires	133 986,87			133 986,87
Prélèvement à la source	24 534,39			24 534,39
Dettes provisionnées pour congés à payer	1 095 091,94			1 095 091,94
Départements ressources à reverser	35 138,29			35 138,29
Créditeurs divers	66 002,43			66 002,43
Charges à payer	74 772,50			74 772,50
TOTAL	5 763 144,34	71 877,55	151 639,44	5 986 661,33

Les dettes provisionnées pour congés à payer concernent les provisions de congés acquis et en cours d'acquisition.

h) Dettes garanties par des sûretés réelles :

Les emprunts et dettes auprès des établissements de crédit, d'un montant de 236 857,26 €, sont garantis à hauteur de 236 857.26 €, selon le détail suivant :

Caution 236 857,26

i) Détail des charges et produits imputables à un autre exercice :

✓ Charges constatées d'avance (compte de régularisation-actif) :

**DOCUMENT CONTROLE
PAR LE COMMISSAIRE
AUX COMPTES**

EHPAD " Les Fleurs De Gambetta "	2 097,96
EHPAD " Résidence d'Aquitaine "	2 283,68
EHPAD " Le Verger Du Coteau "	1 456,27
EHPAD " Tropayse "	3 353,34
EHPAD " Le Bois des Palombes "	4 104,02
EHPAD " Mirambeau "	2 303,46
EHPAD " Louise Michel "	2 271,54
EHPAD "Les Pilets "	8 863,59
EHPAD " Lutxiberri "	2 669,88
EHPAD " Putillenea "	2 136,62
EHPAD " Pagneau "	2 371,15
Fondation - siège administratif	21 738,88
	56 230,39

✓ Produits constatés d'avance (compte de régularisation-passif)

Indemnité pour travaux à effectuer	4 604,60
	4 604,60

j) Détail des charges à payer et des produits à recevoir rattachés aux postes de dettes & de créances :

✓ Détail des charges à payer :

Consommation Eau	2 342,72
Consommation GAZ	9 542,31
Divers fournisseurs	19 088,56
CNR non utilisés	43 798,91
	74 772,50

✓ Détail des produits à recevoir :

Remboursement salaire sur formation	745,00
Condamnation d'un tiers	1 030,71
Indemnités complémentaires de prévoyance	12 097,88
Versement APA	715,76
Don	1 000,00
	26 392,39

**DOCUMENT CONTRÔLÉ
PAR LE COMMISSAIRE
AUX COMPTES**

5 - NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

a) Ventilation des produits liés à l'activité :

	Dept	Produits Hébergement	Produits "Dépendance"	Forfaits "Soins"
EHPAD " Les Fleurs De Gambetta "	Gironde	1 432 878,19	427 432,52	1 256 616,00
EHPAD " Résidence d'Aquitaine "	Gironde	1 307 107,64	362 438,80	997 751,00
EHPAD " Le Verger Du Coteau "	Gironde	922 832,35	280 092,31	1 363 466,00
EHPAD " Tropayse "	Gironde	1 026 050,89	308 971,71	924 263,00
EHPAD " Le Bois des Palombes "	Gironde	1 725 118,74	458 855,63	1 398 549,00
EHPAD " Mirambeau "	Gironde	982 553,70	267 739,13	835 523,00
EHPAD " Louise Michel "	Gironde	1 706 872,64	476 510,78	1 460 879,00
EHPAD "Les Pilets "	Gironde	1 936 083,08	597 673,87	1 728 859,00
EHPAD " Lutxiberri "	Pyrénées Atlantiques	916 890,48	264 279,82	776 346,12
EHPAD " Putillenea "	Pyrénées Atlantiques	1 508 140,76	482 696,78	1 465 682,85
EHPAD " Pagneau "	Gironde	902 481,03	279 174,71	834 105,00
		14 367 009,50	4 205 866,06	13 042 039,97

Les produits liés à l'activité proviennent :

- Produits soins versés par l'ARS,
- Produits de dépendance par le Conseil Départemental de Gironde et des Pyrénées Atlantiques,
- Produits d'hébergement pour une partie contribution de la part du CG Gironde et Pyrénées Atlantiques, et pour partie des résidents ;

b) Traitement des remises de fin d'année :

Depuis 2022, les remises de fin d'année issues de contrats cadre négociés avec certains fournisseurs sont comptabilisées dans le compte 609 et sont classées en diminution dans le poste « Achats » du compte de résultat. Jusqu'en 2021, ces éléments étaient comptabilisés dans le compte 758800 et classés dans le poste « Autres produits de gestion courante » du compte de résultat.

c) Produits financiers :

Désignation valeur	Nombre	Valeur achat	Prix revient global	Cours au 31/12/2024	Valeur globale au 31/12/2024	+/- valeur latente globale	Revenu annuel
Parts SCPI La Française AM	186	377,8	70 271,25	772,38 €	143 662,68 €	3 691,41	12 525,63
Parts SCPI Génépierre	1 193	219,63	262 017,10	175,72 €	209 633,96 €	-52 383,14	38 668,80
Parts SCPI Accès Valeur Pierre	1 520	349,59	531 373,28	696,69 €	1 058 968,80 €	527 595,52	58 031,46
TOTAL	2 899		863 661,63		1 412 265,44 €	548 603,81	58 031,46

Conformément à la réglementation comptable, les plus-values latentes sur le portefeuille ne sont pas prises en compte sur l'exercice. Les revenus annuels sont « hors prime de fusion ».

6 - AUTRES INFORMATIONS

A - Montant des engagements financiers :

Néant

B - Avances et crédits alloués aux mandataires sociaux :

Néant

C - Montant des rémunérations allouées au titre de l'exercice aux membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance :

Néant

D - Subventions d'investissement ou de fonctionnement reçues sur l'exercice :

a) Subventions d'investissement :

	Montant initial (compte 131)	Subventions d'investissement inscrites au compte de résultat au début de l'exercice (compte 139)	Quote part des subventions virée au résultat de l'exercice (compte 777)	Subventions d'investissement inscrites au compte de résultat en fin d'exercice (compte 139)	Subventions d'investissement restant à reprendre en fin d'exercice
Subvention du Département de la Gironde versée en 2009 dans le cadre de travaux de restructuration & d'extension et reprise sur 20 ans	326 208,00	233 419,95	16 310,4	249 730,45	76 477,65
Subvention de l'Agence Régionale de Santé notifiée en 2022 dans le cadre du fonds pour la modernisation et l'investissement en santé numérique	413 079,00	15 000,00	7 391,07	22 391,07	390 687,93

En 2022, la Fondation a été notifiée d'une subvention d'un montant de 466 000 € destinée à financer l'acquisition d'une solution de Dossier Informatisé de l'Usager conformes aux exigences nationales. Ce projet a débuté en 2023 et se matérialise par l'inscription au bilan d'une immobilisation incorporelle en cours. Or, la même année, une association s'est retirée du projet et une autre association est venue dans le projet. Il est prévu de reverser aux associations de la Grappe la somme de 31 421,6 €. Le montant de la subvention est diminué de 21 500 € à la suite du retrait de l'association. C'est pour cette raison que le montant de la subvention initiale est diminué de 52 921 € par rapport au montant initialement prévu.

**DOCUMENT CONTRÔLÉ
PAR LE COMMISSAIRE
AUX COMPTES**

b) Subvention de fonctionnement :

* Subventions non utilisées en fin d'exercice inscrites en charges d'exploitation sous la rubrique « Reports en fonds dédiés » (compte 689)

E - Dons, legs, donations, contributions volontaires ou ressources provenant de la générosité du public :

La Fondation a comptabilisé en 2024 24 280 € de dons provenant :

- de 14 000 € du Fonds de Dotation Valeurs de Vie au profit des établissements Les Pilets, Mirambeau, Les Bois de Palombes et Tropayse figurant en Fonds dédiés pour partie car Les Pilets et Mirambeau ont pour projet la construction de jardins thérapeutiques ;
- de 6 845 € de familles de résidents ;
- de 2 466 € d'autres organismes (lycée, association, mécénat...)

F - Accroissement et allègement de la dette future d'impôt provenant des décalages dans le temps entre le régime fiscal et le traitement comptable :

Néant

G- Honoraires du Commissaire aux comptes

Les honoraires versés en 2024, au Commissaire aux comptes, dans le cadre de sa mission légale, se sont élevés à 26 640 €, toutes taxes comprises.

H - Les indemnités de fin de carrière (IFC) :

Tout salarié qui part en retraite, ou est mis à la retraite, bénéficie d'une indemnité plus communément appelée Indemnité de Fin de Carrière (I.F.C.) ou Indemnités de départ à la retraite (IDR). Celle-ci est généralement prévue au terme de la convention collective de la branche d'activité (ou d'un accord d'entreprise) qui en fixe le montant selon l'ancienneté. A défaut de convention collective ou d'informations relatives au départ en retraite dans la convention collective, l'article 6 de l'accord du 10 septembre 1977 fixe une indemnité minimum de départ en retraite (indemnité légale). De même l'article L. 122-14-13 al.2 du Code du travail prévoit une indemnité minimum de mise à la retraite. D'autre part, la mention en annexe du bilan du montant de cet engagement est imposée par la loi du 11 juillet 1985 (article L. 123-13 alinéa 3 du code du commerce). Cet engagement peut également être provisionné comptablement, cependant, d'un point de vue fiscal, il n'est pas déductible et doit être réintégré au résultat fiscal.

Dans ces conditions, il va s'agir ici de déterminer pour chaque salarié, sa date de départ ou de mise à la retraite probable ainsi que le montant estimé des prestations qui lui seront versées.

Pour les indemnités de fin de carrière, l'engagement d'une entreprise se décompose en deux parties :

- L'engagement correspondant aux droits passés : engagement de l'entreprise vis-à-vis de ses salariés à la date d'arrêté retenue pour l'évaluation actuarielle. Ce sont les droits potentiellement acquis compte tenu de l'ancienneté de chaque salarié à la date d'effet de l'évaluation. C'est le passif social de l'entreprise.
- L'engagement correspondant aux droits futurs : engagement de l'entreprise vis-à-vis de ses salariés au titre des droits potentiels qui seront acquis au-delà de la date d'arrêté retenue pour l'évaluation actuarielle, jusqu'à la date probable de départ à la retraite.

Il existe différentes méthodes classiques pour calculer l'engagement actuariel passé ainsi que la charge de l'année. Ces méthodes se différencient sur l'acquisition des droits, considérant soit l'ancienneté actuelle soit l'ancienneté acquise en fin de carrière, et sur le salaire retenu pour le calcul des droits (salaire actuel ou salaire en fin de carrière). Les droits ainsi calculés seront réévalués en fonction de la probabilité pour l'entreprise de verser ces droits puis majorés des charges patronales dans le cadre d'un départ volontaire du salarié, et majorés de contributions patronales sur la base d'une hypothèse de mise à la retraite par l'employeur. Enfin le montant ainsi déterminé sera actualisé.

1) Hypothèses d'Evaluation

a) *Variables économiques et démographiques*

Catégorie	Taux d'actualisation	Progression des salaires	Charges sociales patronales	Age de départ	Motif de départ à la retraite	Mobilité Turn-over	Droits conventionnels
Cadre	3,38%	0,5%	52%	64 ans	Départ volontaire	Moyen	CCN du 31/10/1951
Non cadre	3,38%	0,5%	52%	64 ans	Départ volontaire	Moyen	CCN du 31/10/1951

La table de mortalité utilisée est la table réglementaire INSEE 2019-2021.

b) *Statistiques par catégorie*

Catégorie	Effectif	Hommes	Femmes	Age moyen	Ancienneté moyenne	Salaire annuel moyen	Masse salariale
Cadre	42	9	33	45	4	36 259	1 522 863
Non cadre	277	25	252	44	6	25 767	7 137 593
Total	319	34	285	44	5	27 149	8 660 456

2) Résultat de l'Evaluation

a) *Engagement IFC*

Compte tenu des données de l'entreprise, des hypothèses actuarielles retenues, soit principalement un taux d'actualisation de **3,38 %**, le montant des engagements en matière d'indemnités de fin de carrière sont les suivants :

- Valeur probable des indemnités à verser :
- Valeur actuelle probable des indemnités à verser :
- Dette actuarielle :

**DOCUMENT CONTRÔLÉ
PAR LE COMMISSAIRE
AUX COMPTES**

1 913 602 €
528 629 €

b) *Ventilation de l'engagement*

Catégorie	Effectif	Hommes	Femmes	Age moyen	Ancienneté moyenne	Ancienneté moyenne restante avant le départ	Dette actuarielle
Cadre	42	9	33	45	4	19	80 582
Non cadre	277	25	252	44	6	20	448 047
Total	319	34	285	44	5		528 629

I - L'effectif par catégorie

Type de contrat	Femme	Homme	Total
Cadre	35	10	45
Employé	262	30	292
Apprenti	1		1
CDI	298	40	338
Cadre			0
Employé	112	9	121
Apprenti	2		2
CDD	114	9	123
Total	412	49	461

**RAPPORT SUR LA SITUATION MORALE ET FINANCIERE DU BUREAU AU CONSEIL
D'ADMINISTRATION
SUR LES OPERATIONS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis, en application des statuts et des dispositions légales, pour vous rendre compte de l'activité au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, des résultats de cette activité, des perspectives d'avenir et soumettre à votre approbation le bilan et les comptes annuels dudit exercice.

Les convocations prescrites par la loi vous ont été régulièrement adressées et tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur ont été tenus à votre disposition dans les délais impartis.

Vous prendrez ensuite connaissance des rapports du Commissaire aux Comptes, que nous tenons à votre disposition, conformément aux dispositions législatives et réglementaires.

1- BILAN DE L'EXERCICE ECOULE

Nous vous rappelons que notre activité consiste en la gestion d'établissements privés médico-sociaux à but non lucratif.

L'activité de la Fondation Bocké et de ses établissements se déploie dans le cadre du projet associatif « Chrysalide 2026 » qui décrit deux ambitions :

- Développer l'offre de services en s'appuyant sur les expertises des professionnels de la Fondation
- Ouvrir la Fondation sur son écosystème pour expérimenter une nouvelle offre de service innovante répondant aux besoins des plus vulnérables

L'année 2024 a été particulièrement dense pour la Fondation, et se solde par un résultat lourdement déficitaire fruit d'une conjonction d'éléments défavorables depuis plusieurs années.

- ✓ Des dotations insuffisantes depuis plusieurs années

Nous soulignons depuis plusieurs exercices le décalage entre les dotations de nos autorités de tutelles et l'évolution de nos coûts liés à l'inflation de ces dernières années.

Si les dotations soins ont augmenté de 3% en 2024, à l'exception d'un établissement, et les tarifs aide sociale de 2%, cela n'aura pas été suffisant pour contrecarrer l'évolution de nos charges de fonctionnement. La mise en place de la modulation tarifaire sur 6 établissements au 1^{er} février 2024 a

permis de bénéficier de 370 k€ de recettes supplémentaires. A noter que l'augmentation de tarif pratiquée aux résidents payants a été expliquée et bien comprise par les intéressés. La politique tarifaire de la Fondation reste cependant conforme à notre ADN d'accessibilité et de mission de service public.

Ces nouvelles recettes n'auront pas été suffisantes, dans un contexte où l'activité mesurée par le taux d'occupation n'aura pas au global été au rendez-vous.

✓ Des indicateurs RH qui ont continué à se dégrader

Jusqu'à l'été 2024, le nombre de postes à pourvoir n'a cessé d'augmenter pour atteindre un niveau record de 70 postes en août, dont une majorité d'aides-soignantes. Si nous avons pu recruter sur la fin de l'année, c'est en partie par la titularisation d'ASH faisant fonction que nous allons accompagner par le biais de la formation.

En parallèle, un travail a été réalisé afin d'améliorer l'utilisation d'Hublo par la généralisation de bonnes pratiques et ainsi supprimer le recours à l'intérim.

Enfin, il a été décidé de ne plus payer la précarité de façon systématique, en accord avec la législation en vigueur.

L'ensemble de ces orientations se poursuit en 2025, la situation reste fragile ; le recrutement IDE et de médecins coordonnateurs reste complexe.

✓ 2024 : deux nouveaux logiciels métiers

Comme prévu, cet exercice a été fortement impacté par la mise en place de nouveaux logiciels.

Ainsi, le logiciel de paie a été changé en janvier 2025, impliquant également un changement de prestataire pour le bulletin de paie électronique. Si l'outil semble performant, sa mise en place fut complexe et a nécessité un investissement important des équipes RH.

En parallèle, nous avons changé de logiciel métier suite au programme ESMS Numérique. Après une période test sur deux établissements en fin d'année 2023, les formations et migrations se sont succédé de février à mai impactant l'ensemble des équipes. Ce projet, piloté par une directrice d'établissement, a reçu l'adhésion des équipes qui se sont largement mobilisées. Cela a également impliqué une migration vers un nouveau logiciel de facturation résidents, nécessitant des ajustements dans nos process et nos interopérabilités avec la comptabilité.

2025 sera une phase de stabilisation, d'harmonisation des pratiques et d'optimisation de ces deux outils.

✓ Des équipes fortement renouvelées

Concernant les établissements, nous avons pu recruter un directeur d'établissement pour « Les Pilets » en mai 2024, permettant à cet établissement de retrouver du professionnalisme et de la stabilité. Ainsi, la double direction Tropayse-Ambarès a également pu se mettre en place avec le recrutement d'une IDEC pour Tropayse.

Concernant les équipes du siège, un nouveau comité de direction s'est constitué en 2024 avec l'arrivée de la responsable qualité, Julie Dourthe en avril, et d'une nouvelle DAF, Nathalie Yvon en janvier 2024.

Le nouveau CODIR, dont 4 personnes sur 6 avaient moins d'un an d'ancienneté, a travaillé sur ses modalités de coopération. En parallèle, et suite au départ de la direction d'exploitation, un travail a été mené avec les directions d'établissement quant au rôle et responsabilités de chacun. Une carte des missions essentielles des directeurs d'établissement à la Fondation a ainsi été produite et validée par l'ensemble des parties prenantes.

Nous avons dû faire face entre avril et août 2024 au départ de 3 personnes du service comptabilité/finance, salariés pour deux d'entre eux avec beaucoup d'ancienneté. Au-delà du temps passé en recrutement, c'est aussi un temps significatif d'intégration d'une équipe quasi intégralement renouvelée en moins d'un an (4 personnes sur 5).

Enfin, en fin d'année, nous avons dû procéder au remplacement du chargé de mission RH qui est parti après à peine deux ans de présence.

✓ Des projets immobiliers qui se poursuivent

Les travaux de Tropayse se sont poursuivis pour se finaliser en tout début 2025 ; ce fût à nouveau une année complexe pour résidents et salariés mais le résultat est plus que positif.

Comme prévu, nous avons en 2024 redéposé un dossier de demande de subvention pour la construction d'un nouvel établissement à Blanquefort. Ce dossier a mobilisé des ressources afin de l'adapter légèrement aux demandes de l'ARS, en particulier par l'inclusion d'un PASA. Le dossier a été déposé le 15 mai et nous avons obtenu un retour positif de l'ARS toute fin décembre pour une aide totale de 2,7 millions d'euros dont 583k€ versés par anticipation fin décembre. Nous n'avons malheureusement pas pu obtenir d'aide du Conseil Départemental à ce stade.

Le projet est donc relancé en 2025 pour un démarrage des travaux en septembre.

Enfin, les travaux ont eu lieu en fin d'année pour Résidence d'Aquitaine afin de permettre l'ouverture des 6 places d'accueil de jour dès le 1^{er} février 2025.

✓ La préparation des évaluations externes

Dès l'intégration de la responsable qualité, la priorité a été la préparation des 8 évaluations externes prévues en 2025.

Ces travaux ont mobilisé les équipes des établissements avec un engagement significatif des comités de direction. Des temps de formalisation, sensibilisation, ont toutefois permis de pointer les besoins d'amélioration dans nos organisations au bénéfice des résidents et des équipes.

✓ Des résultats financiers inquiétants à mi-année, impliquant la mise en place d'un plan d'actions

La situation financière à fin juin nous a amené à mettre en place un plan d'actions pour minimiser le déficit 2024. Ainsi, nous avons axé nos efforts sur le suivi du taux d'occupation, des impayés, des recrutements, des modalités de recours aux CDD et à l'intérim. Des temps réguliers ont été mis en place avec chaque directeur d'établissement afin de suivre la situation par établissement sur la base d'indicateurs partagés. Cette logique se poursuit en 2025.

En conclusion, 2024 aura été une année de structuration interne nécessaire avant de poursuivre le développement de l'offre. Les projets portés par les animateurs sont restés nombreux et ont été appréciés des résidents et des équipes : rencontres sportives, vacances, spectacles, médiation animale ... Les idées n'ont pas manqué. Dans le même temps, la refonte du site internet et la politique de communication mise en place ont permis de rendre nos actions et nos projets plus visibles du grand public et aussi des financeurs.

Au terme de cet exercice difficile, la Fondation affiche un résultat largement déficitaire qui s'élève à - 985.497 €. Le déficit provient très largement du résultat d'exploitation qui se dégrade et atteint - 1.118.602 € pour -148.749€ en 2023. Cette dégradation significative s'explique par différents facteurs :

- Une progression des tarifs hébergement trop faible pour compenser l'augmentation du coût des charges d'exploitation, notamment l'énergie, la blanchisserie, les loyers, et la maintenance
- Une incidence limitée de la mise en place de la modulation tarifaire, qui s'élève pour cette première année à +370k€
- Le changement du prestataire restauration qui se traduit par une augmentation de 513k€
- Des dépenses de personnel en augmentation de 5,87% par rapport à 2023, marquées par le recours toujours massif et coûteux à l'intérim et aux CDD, et des coûts de licenciements pour inaptitude de 220k€

A noter également une dégradation de la capacité d'autofinancement et de la trésorerie, qui s'explique non seulement par la baisse du résultat courant mais aussi par la réduction des dépôts de garantie des résidents à un mois. Cette dégradation de la trésorerie est néanmoins amortie par le versement anticipé d'une aide de 583k€ perçue fin décembre 2024, dans le cadre du projet de construction de Blanquefort.

1-1 Principaux risques et incertitudes

La reprise éventuelle des « résultats sous contrôle de tiers financeurs » en attente d'affectation dans les budgets d'exploitation, plutôt qu'une affectation en réserve avec possibilité de reprise, impacterait négativement nos concours bancaires.

La réglementation des tarifs hébergement associée à la fixation des moyens en soin par les autorités de tarification sont des contraintes dans un contexte inflationniste.

1-2 Événements intervenus depuis la clôture de l'exercice

Les comptes annuels de la Fondation ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité.

1-3 Activités en matière de recherche et de développement

Sans objet.

1-4 Evolution prévisible de notre situation et perspectives d'avenir

Malgré une structure financière saine marquée par un endettement quasi nul et des fonds propres solides, le contexte économique et la persistance de l'inflation, même modérée, impactent l'équilibre économique de la Fondation.

En effet, la Fondation subit des contraintes tant sur le point de vue de l'évolution des charges (évolutions successives du SMIC, inflation sur les charges d'exploitation, coût de l'énergie...) que du point de vue de ses financements (encadrement de la plupart des tarifs hébergements, taux d'évolution des moyens décorrélés de la conjoncture économique ...).

L'ensemble de ces éléments conduit à une dégradation de la capacité d'autofinancement et pose la question de la pérennité du modèle économique et du financement des structures de notre secteur privé non lucratif.

1-5 Filiales et Participations

Sans objet.

1-6 Sociétés contrôlées

Sans objet.

2- PRESENTATION DES COMPTES DE L'EXERCICE 2023- AFFECTATION DES RESULTATS

2-1 Présentation des états financiers

Les comptes annuels de la Fondation Erik & Odette BOCKE portent sur un exercice de 12 mois recouvrant la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Le résultat net comptable est un déficit de -985.497 €.

	Exercice clos le 31/12/2024	Exercice clos le 31/12/2023	Variation €	Variation %
Produits D'exploitation	34 400 207	33 061 338	1 338 869	4,05
Charges D'exploitation	35 518 809	33 210 087	2 308 722	6,95
dont Salaires & Traitements	14 233 886	13 483 604	750 282	5,56
dont charges sociales & fiscales sur rémunérations *	7 640 762	7 227 916	412 846	5,71
Résultat d'exploitation	- 1 118 602	- 148 749	- 969 854	652,01
Résultat Financier	130 589	68 695	61 894	90,10
Résultat Exceptionnel	2 516	30 299	- 27 783	- 91,70
Impôt à Taux Réduit			-	Ns.
RESULTAT NET	- 985 497	- 49 755	- 935 742	

* Dont impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (taxe sur les salaires, formation professionnelle, ...)

a) Le résultat d'exploitation

En raison de l'augmentation des charges d'exploitation, notamment les charges de personnel et les achats et charges externes, et en dépit de la progression des produits de tarification et du solde positif des mouvements de provisions pour risques et charges, le résultat d'exploitation se dégrade et affiche un déficit de -1.118.602 €.

Les investissements effectués sur l'exercice se sont élevés à 804.231€ et la dotation aux amortissements à 566.013 €.

b) Le résultat financier

Le résultat financier (+ 130.589 €) est obtenu par la différence entre les revenus de placements de la Fondation et les charges d'intérêts d'emprunts.

La valeur latente du portefeuille à la clôture est de 1.412.265 € contre 1.552.301 € au 31 décembre 2023. La valeur inscrite au bilan est de 863.663€ identique à celle constatée au 31 décembre 2023.

Conformément à la réglementation comptable, les plus-values latentes sur le portefeuille ne sont pas prises en compte sur l'exercice.

Les revenus de placements sont en augmentation de 86% (+ 84.030 €) par rapport à 2023 (181.314 € contre 97.284 € en 2023).

Au cours de l'exercice, l'endettement (hors intérêts courus non échus) a diminué de 106.669 €.

c) Le résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel s'élève à 2.516 €. Il résulte principalement de divers postes de charges compensés par des reprises de provisions correspondantes.

2-2 Présentation des comptes annuels

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024, présentés au Conseil d'Administration pour approbation, ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Le bilan et le compte de résultat figurent en annexe.

2-3 Affectation des résultats de l'exercice 2024

Nous vous proposons de valider l'affectation des résultats de l'exercice 2024 (-985.497 €) selon le tableau suivant :

	Résultat comptable	Résultat repris	Résultat administratif
Report à nouveau	- 558 312 €		- 558 312 €
Réserve de compensation	- 333 092 €		- 333 092 €
Réserve affectée à l'investissement			
Sous-total Département 33	- 891 404 €	- €	- 891 404 €
Résultats sous contrôle de tiers financeurs Dept 64	- 94 093 €		- 94 093 €
TOTAL	- 985 497 €	- €	- 985 497 €

En conséquence, nous vous demandons d'adopter la résolution correspondante.

2-5 Charges non déductibles fiscalement

Sans objet.

Pour le Bureau du Conseil d'Administration
La Présidente,

Sophie VIOLLEAU